

FONCTION PUBLIQUE...

Pour une fois les mathématiques avaient mis les syndicats de fonctionnaires d'accord: 5% d'augmentation de salaires depuis 1988 contre 6,7 d'augmentation des prix, reste 1,7 % à valoir pour respecter la clause de sauvegarde signée par le gouvernement.

A l'ouverture des discussions pour la réforme de la grille indiciaire, FO avait fait de l'apurement des comptes 88/89 un préalable. Mais les champions du «*travailler autrement*» étaient pressés de mettre en œuvre le «*rémunérer autrement*».

C'est pourquoi M. Durafour nous apprend: «*Il n'est pas question de revenir à l'indexation pure et simple des salaires sur les prix*». Et M. Rocard de préciser: «*On ne peut prendre comme référence un fonctionnaire qui en 2 ans n'aurait bénéficié d'aucune promotion, d'aucune ancienneté, d'aucune revalorisation ni n'aurait perçu aucune prime...*».

Autrement dit, intégré dans la masse salariale, le passage à l'échelon supérieur ne sera plus considéré comme un phénomène de déroulement de carrière mais comme un palliatif à l'augmentation de la vie. Fauté d'avoir personnellement bénéficié d'une promotion, réjouissez-vous de celle des autres. De même, si votre profil ingrat ne vous a pas permis d'accéder aux petites largesses des primes au mérite, c'est que vous manquez de motivation et de l'esprit d'entreprise qui fait tant défaut à la Fonction publique.

Tout le monde ne peut pas sauter à la chaîne comme le gracieux Drucker, cependant les fonctionnaires de certains pays en voie de développement savent traiter leurs concitoyens en clients et compensent tant bien que mal la rigueur des salaires par la pratique généralisée du bakchich. Peut-être qu'en France, pays aux mentalités sous-développées, cela ferait encore scandale.

Mais n'est-ce pas la solution? En dépit de la parole biblique: «*malheur à celui par qui le scandale arrive*», les politiciens du Sud-Est coupables de fausses factures ont été globalement amnistiés, et en conséquence de leur délit, les partis politiques se voient octroyer une juteuse rémunération par les fonds publics qu'on nous refuse. Il est vrai qu'ils en ont bien besoin pour éponger leurs frais de congrès.

Nos conceptions de syndicalistes et notre intégrité routinière nous interdisent heureusement de tels procédés. Force ouvrière, dont la crainte d'un autofinancement de la «*réforme*» par les fonctionnaires est confirmée, préparera dans les semaines qui viennent la mobilisation pour la défense de nos intérêts basement matériels... et de notre dignité.

Serge MAHÉ.
